

## LE TEMPS

Vendredi 13 août 2010

**Birmanie: des élections hautement controversées sont fixées au 7 novembre**

<http://www.letemps.ch/Page/Uuid/193a3380-a70c-11df-aeb8-0c7af7c72949j0>

RANGOUN, 13 août 2010 (AFP) Les généraux au pouvoir en Birmanie ont fixé au 7 novembre des élections législatives, organisées pour la première fois depuis vingt ans, mais dont la communauté internationale estime déjà qu'elles seront dépourvues de toute légitimité démocratique.

Le scrutin sera marqué par l'exclusion de l'opposante et prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, 65 ans, qui a passé la majeure partie des 20 dernières années en prison ou en résidence surveillée et dont le parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a été dissout en mai pour avoir décidé de boycotter le scrutin.

Les dernières législatives en Birmanie remontent à 1990. La LND de Mme Suu Kyi, fondée en 1988 après un soulèvement contre la junte de l'époque, avait très largement gagné le scrutin, mais les résultats n'ont jamais été reconnus par les militaires.

Cette fois-ci, un quart des sièges au Parlement seront réservés aux militaires, ce qui devrait éviter à la junte du généralissime Than Shwe tout risque de revers majeur.

"Le régime militaire a retenu la leçon, il utilise donc tous les moyens possibles pour que ses partisans remportent les élections", a estimé Naing Aung, membre du Forum pour la démocratie en Birmanie, basé en Thaïlande.

Parmi la quarantaine de formations enregistrées pour le scrutin figure le Parti de l'Union, de la solidarité et du développement (USDP) créé par le Premier ministre Thein Sein et plusieurs ministres qui ont récemment quitté l'armée.

"S'il y avait un processus libre et équitable, nous sommes convaincus à 100% que les partis soutenus par les militaires ne gagneraient pas", a ajouté Naing Aung.

En mars, des lois encadrant strictement les élections ont interdit aux partis de conserver parmi leurs membres tout prisonnier politique.

La LND a dû choisir entre renoncer au scrutin ou exclure Mme Suu Kyi qui purge actuellement une énième peine d'assignation à résidence. Le parti a décidé de boycotter les élections et a été dissous. Certains de ses cadres, en désaccord avec cette stratégie, ont créé la NDF (Force nationale démocratique).

Les élections "ne peuvent pas être libres et justes", a déclaré à l'AFP Nyan Win, longtemps porte-parole de la LND. "Nous ne jouissons toujours pas de la liberté d'expression ou d'information".

Sans leur dirigeante charismatique, icône de la résistance pacifique au pouvoir militaire, la NDF et tout autre parti d'opposition ont peu de chances de rééditer le triomphe de la LND en 1990.

Réagissant à l'annonce de la date du scrutin, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exhorté la junte à libérer les prisonniers politiques avant le 7 novembre.

M. Ban "réitère son appel aux autorités birmanes à honorer la promesse qu'elles ont faite publiquement de tenir des élections libres, équitables et sans exclusive", a déclaré son porte-parole Martin Nesirky.

Le gouvernement britannique a lancé un appel similaire en soulignant qu'autrement, le scrutin "n'aura pas de légitimité ni de crédibilité au niveau international".

Certains partis pro-démocratiques birmans ont déjà émis des réserves sur la préparation du vote. Thu Wai, président du Parti démocratique, a dénoncé des manoeuvres d'intimidation menées par la police, dont ont été victimes certains de ses membres.

Un autre candidat, Phyo Min Thein, ancien prisonnier politique, a démissionné de la présidence du Parti de l'union démocratique en affirmant qu'il ne participerait pas à un scrutin "ni libre, ni équitable".

Le mois dernier, les Etats-Unis avaient exprimé leur inquiétude devant un "processus électoral défectueux" dans un pays gouverné par des généraux depuis 1962 et soumis à des sanctions occidentales en raison de violations répétées des droits de l'Homme.